

Allemagne: l'éolien, en crise, supprime des emplois



Luc André , à Berlin 12 novembre 2019 à 17h45

L'Allemagne veut instaurer un écart minimal de 1 000 mètres entre les éoliennes et les zones d'habitation. D'après des fuites mardi dans la presse, le ministère de l'Economie veut mesurer cette distance à partir des terrains constructibles. Cette nouvelle règle risque de tuer la branche préviennent les défenseurs des énergies renouvelables



© sipa press

Le scénario catastrophe est devenu réalité pour l'éolien allemand. Le plus gros fabricant national de turbines, Enercon, a annoncé vendredi la suppression de 3 000 emplois, soit près du quart de ses effectifs. Fin septembre, son principal concurrent, le groupe danois Vestas, l'avait précédé avec un plan social de 500 postes, soit aussi environ 20 % de ses salariés en Allemagne. Les entreprises tirent les conséquences d'un marché morose. Avec seulement 507 MW installés entre janvier et fin septembre, le développement du secteur est au plus bas depuis vingt ans. L'agence pour l'énergie éolienne (FA Wind) table sur la mise en service de 1 000 MW maximum en fin d'année, très loin du plafond annuel de 2 800 MW alloués par le gouvernement.

La branche paie le prix de plaintes toujours plus nombreuses contre les projets éoliens. Les recours ont quasiment fait doubler le temps moyen de réalisation — qui s'établit désormais à 20,5 mois —, depuis 2014, d'après une récente étude de FA Wind. L'année 2019 a été particulièrement difficile car les initiatives citoyennes ont quasiment tout raflé lors des appels d'offres de 2017. Elles ne devaient pas rassembler toutes les autorisations, comme les acteurs commerciaux, pour présenter un dossier et se heurtent maintenant à des difficultés.

Les entreprises licencient également car les perspectives d'avenir ne sont pas meilleures. Seulement 41 % des capacités mises en jeu cette année ont trouvé preneur. Pis, la branche dénonce de nouvelles restrictions introduites par le gouvernement d'Angela Merkel. Pour apaiser la contestation contre les nuisances des turbines,

la grande coalition a adopté le principe minimum d'une distance de 1 000 mètres entre les éoliennes et les zones habitées, avec possibilité, comme le fait déjà la Bavière, d'aller encore plus loin.

« La règle est formulée de telle manière qu'aucune construction d'éolienne terrestre ne sera possible pour des années »

De surcroît, le ministère de l'Economie, tenu par les chrétiens-démocrates (CDU), en a retenu une interprétation très restrictive dans un projet de loi qui a fuité mardi dans la presse : les 1 000 mètres commencent à partir du dernier terrain constructible ou d'un groupe de cinq maisons. « La règle est formulée de telle manière qu'aucune construction d'éolienne terrestre ne sera possible pour des années », commente Patrick Graichen, patron de l'institut Agora Energiewende. L'office fédéral pour l'Environnement rappelle qu'avec une telle réglementation jusqu'à 50 % du parc actuel n'aurait pu voir le jour.

Patates chaudes.

Les sociaux-démocrates ne comptent pas laisser le texte en l'état. Les patates chaudes circulent néanmoins dans les deux sens entre les partenaires de la grande coalition. La CDU accuse le SPD de bloquer une clarification des règles environnementales qui permettrait d'accélérer les procédures d'autorisation.

Les difficultés de l'éolien ne font pas les affaires de la transition énergétique allemande. Le rythme actuel ne permettra pas de faire passer le parc éolien terrestre de 52,9 GW fin 2018 à 67-71 GW en 2030, chiffre retenu dans l'objectif gouvernemental, déjà revu à la baisse récemment. Berlin compte faire monter la part des énergies renouvelables à

65 % de la consommation électrique en 2030, en renonçant totalement au nucléaire et progressivement au charbon.

« La sphère politique est responsable de l'enlisement et par conséquent des répercussions sur l'emploi. Elle peut corriger la situation », estime Hermann Albers, président de la fédération des acteurs de l'éolien. La Basse-Saxe, qui accueille le siège social d'Enercon, presse la grande coalition de passer aux actes. Une réunion entre Länder et gouvernement est prévue le 5 décembre.